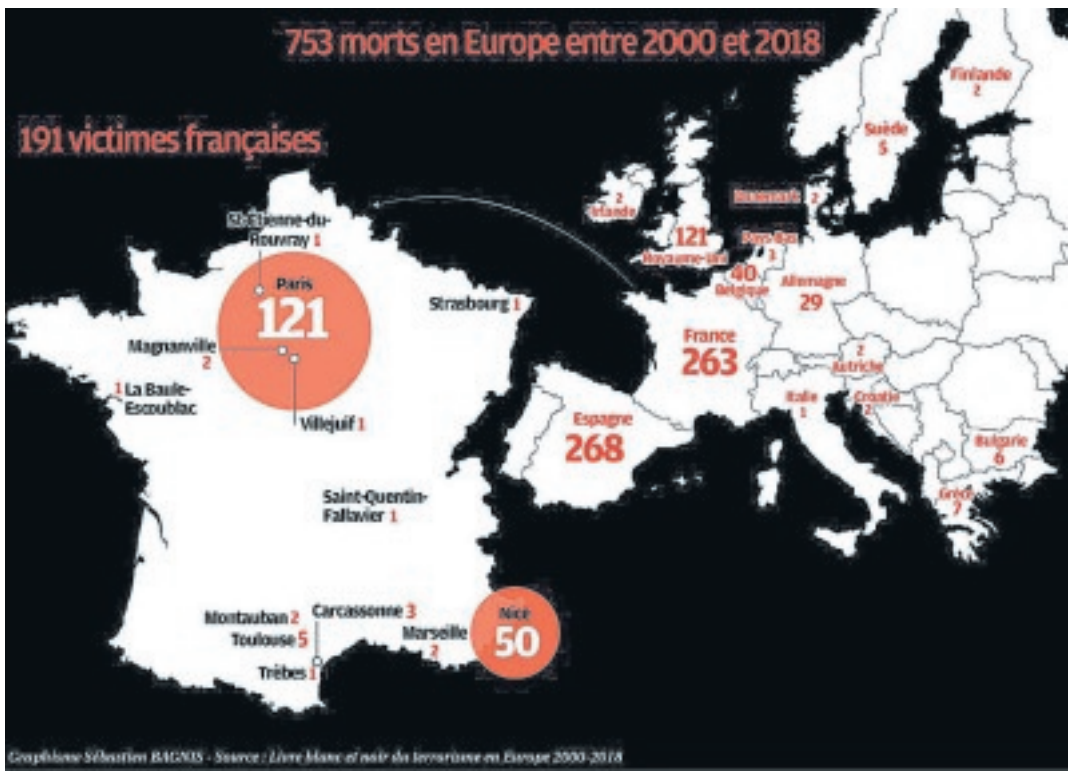
Terrorisme : des victimes du monde entier réunies à Nice

450 victimes de 35 pays et des experts pour faire évoluer la prise en charge

Sylvie Harel, mère de Mauranne, assassinée avec sa cousine le 1er octobre 2017 gare Saint-Charles à Marseille. Samuel Sandler, père et grand-père des victimes de Mohamed Merah à Toulouse en mars 2012. James Needa, survivant de l'attaque de l'ambassade des États-Unis à Nairobi en 1998; Lisbeth Royneland, qui a perdu sa fille de 18 ans, sous le feu du néonazi Anders Breivik en 2011… Entre autres.

Survivants ou parents endeuillés, plus de 450 victimes originaires de 35 pays sont réunies à partir d'aujourd'hui à Nice pour le 8e congrès international des victimes du terrorisme. Le dernier s'était tenu à Paris en 2011. "*Nous devions en faire un en 2015,* explique l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT). *Pour ce genre de moment, il ne faut pas être dans l'émotion mais avoir du recul sur les événements. Il est temps*".

Plus qu'offrir un porte-voix aux victimes, il s'agit de croiser les différentes expertises dans leur prise en charge, de pointer aussi les inégalités au sein même de l'Union européenne et au plan international. Nice, qui a connu l'un des attentats les plus meurtriers sur le territoire le 14 juillet 2016 (86 morts et 434 blessés toutes nationalités confondues), fait un pas supplémentaire vers "*la résilience*". Et est candidate à "*l'accueil du Centre européen d'expertise pour les victimes du terrorisme*", soulignait hier son maire (LR) Christian Estrosi.



Pendant trois jours, outre les hommages, experts et victimes débattront de questions centrales : quels défis doivent relever les États? Comment mieux accompagner les victimes et leurs familles? Quels sont les projets novateurs dans la prise en charge des enfants et des adolescents? Il sera également question des "aidants" et des "primo-intervenants" sur les lieux des attentats avec Joseph Pfeifer, chef des pompiers de New York le 11 septembre 2001 ainsi que Christophe Molmy, commissaire de la Brigade de recherche et d'intervention, qui a mené l'assaut du Bataclan en 2013.

Outre la déléguée interministérielle à l'aide aux victimes, aucun membre du gouvernement n'a pour l'instant confirmé sa présence au congrès. L'association Promenade des Anges, regroupant des victimes de l'attentat de Nice, a, elle, refusé d'y prendre part. "*On avait proposé de participer à la table ronde sur le rôle des États pour soulever des questions autour de la médecine légale, la communication aux familles, le prélèvement et la restitution des organes, le traitement des dépouilles mais ça a été refusé. Il ne fallait pas venir avec des polémiques mais porter une parole positive, ce n'est pas honnête*", affirme son président.

A.D.

GUILLAUME DENOIX DE SAINT-MARC, directeur général de l'Association française des victimes du terrorisme (AFVT)

"Le seul chemin qui a de l'avenir ne passe pas par la haine"

En réunissant 450 victimes du terrorisme, qu'attendez-vous de ce 8e congrès?

C'est un moment très important pour montrer qu'au-delà de la douleur nous sommes capables de réfléchir, de proposer des choses, pointer ce qui dysfonctionne et montrer aussi que la voix des victimes ne correspond finalement pas à ce que la société imagine: ce n'est pas une voix larmoyante qui demande de l'aide mais des personnes très conscientes de préserver la société telle qu'elle est, de l'importance du fait social qu'attaque le terrorisme. Nous voulons une prise de conscience politique pour arriver à un standard international dans la prise en charge. Et souligner l'importance d'une collaboration entre les victimes et l'État.

Guillaume Denoix de Saint-Marc a perdu son père dans l'attentat du DC10 d'UTA en 1989. / PHOTO MAXPPP

La France est-elle vraiment pionnière dans la prise en charge des victimes?

Oui, avec l'Espagne. Grâce au fonds de garantie, il y a une indemnisation intégrale des victimes. Une avance est faite dans la semaine qui suit l'événement alors que dans certains pays, il n'y a qu'un simple forfait. En France,

> "Rendre le corps aux familles en plusieurs fois, c'est insupportable."

nous sommes dans une situation très privilégiée par rapport à d'autres pays européens. En Belgique, c'est catastrophique: il n'y a aucune égalité entre les victimes, elles sont prises en charge de façon totalement différente selon l'endroit où elles habitent. Et si elles sont à l'étranger, c'est tant pis pour elles. Il faut une harmonisation européenne et internationale. À Nice, il y a eu beaucoup de victimes étrangères. Heureusement, le système est intelligent, elles ont toutes eu les mêmes droits. Ce n'est pas le cas ailleurs.

Le modèle français va, selon vous, bien au-delà de la victime du terrorisme…

Il faut avoir à l'esprit que tout ce qui a été initié en France après le 13 novembre sert à l'ensemble des victimes. La création d'un secrétariat d'État et ensuite de la délégation interministérielle, ce n'est pas que pour les victimes du terrorisme, aujourd'hui elle s'occupe aussi particulièrement des violences faites aux femmes. C'est cette collaboration que nous voulons présenter comme modèle. La particularité de la victime de terrorisme, c'est qu'elle a un double contentieux avec l'État : qui a failli dans sa mission de protection, et qui est LA cible véritable du terrorisme.

Un modèle comparé à d'autres pays mais qui connaît encore des écueils…

En France, les victimes manquent encore de considération. Et le travail du gouvernement est bien évidemment perfectible. Des erreurs ont été faites. À Nice, par exemple, certaines parties de corps qui avaient été conservées à l'institut médico-légal ont été rendues aux familles après que le corps a été enterré. C'est insupportable. Souvent, on rend encore les effets personnels dans des sacs-poubelles, ce n'est pas acceptable non plus. Par ailleurs, certains ont appris la mort de leurs proches de façon parfaitement hallucinante: un médecin en pleine consultation répond à un journaliste qui lui demande de réagir à la mort de son fils alors qu'il n'était même pas au courant. C'est d'une violence! Nous travaillons aussi sur l'annonce du décès. Il faut avancer là-dessus.

L'accompagnement des victimes passe par plusieurs phases…

En schématisant, il y a d'abord la phase de crise: il faut aider la victime à se sentir de nouveau vivante. Ensuite, il faut l'accompagner pour qu'elle puisse redevenir un citoyen. C'est la phase la plus longue et la plus difficile: reprendre le contrôle de sa vie, le travail, renouer avec ses proches, ses collègues. Cela passe aussi par la reconnaissance, la justice. C'est une véritable renaissance, il y a une nouvelle vie à rebâtir. Une fois qu'elles vont mieux, elles peuvent passer à l'action citoyenne. Là, typiquement avec ce congrès, nous montrons que nous sommes une force qui peut faire changer les choses.

Vous mettez d'ailleurs en avant le rôle des victimes dans la déradicalisation. Quel est-il?

Auprès de personnes radicalisées ou en voie de radicalisation, il n'y a que trois types de personnes qui sont crédibles: le repenti d'abord. Mais repenti de quoi? De l'idéologie, de la violence? C'est toujours compliqué. Il y a ensuite l'expert religieux mais comment prouver que votre expertise est meilleure que celle de l'autre? Il y a ensuite les victimes du terrorisme qui sont crédibles car elles n'ont rien à vendre. Quand nous rencontrons des personnes en voie de radicalisation en prison, elles sont très étonnées que l'on s'intéresse à elles. Et quand on raconte notre histoire, ce qui est le plus surprenant, c'est ce que ces personnes-là se considèrent aussi comme des victimes. De discrimination, parce que musulman, parce que proche des Palestiniens et ils se rendent compte que nous, en tant que victimes, nous ne sommes pas haineux, que nous ne prônons pas la violence et cela les perturbe. Souvent c'est la première question qu'ils posent: 'Pourquoi tu n'as pas de haine?'. Là peut s'engager un dialogue: quel est le seul chemin qui a de l'avenir? C'est celui qui ne passe pas par la haine. La haine, c'est le chemin le plus simple. Avec ce discours, on crée le doute. Leur construction idéologique ne tient plus. Notre résilience les perturbe beaucoup et n'entre pas dans leur schéma simpliste des choses. Il arrive très souvent que ces détenus finissent dans nos bras.

> Pour déconstruire les discours des radicalisés, "la victime de terrorisme est crédible."

Recueillis par Alexandra DUCAMP

ISRAËL

Vers un nouveau scrutin après l'échec de Gantz

Israël se rapproche-t-il de l'Italie, habituée aux élections à répétition? La question se pose plus que jamais après l'échec hier du rival de Benjamin Netanyahu, Benny Gantz, à former un gouvernement risquant ainsi de plonger l'État hébreu dans une troisième élection en moins d'un an. "*J'ai soulevé chaque pierre pour tenter de former un gouvernement d'union nationale*", a déclaré M. Gantz à Tel Aviv après avoir annoncé au président Reuven Rivlin être "*incapable de former un gouvernement*". À l'issue des élections nationales de septembre, qui n'avaient pas produit de vainqueur clair, puis de l'échec de M. Netanyahu à composer une majorité, le président israélien avait confié à Benny Gantz une mission presque impossible: faire bouger les lignes politiques. L'ancien chef de l'armée, pourtant rompu aux opérations militaires complexes, devait dénouer ce que des commentateurs locaux nomment en hébreu "*plonter*", un "*sac de nœuds*" en français. En clair, il devait parvenir à rallier suffisamment de voix pour atteindre les 61 soutiens, seuil de majorité, à la Knesset, le Parlement israélien. Pour ce faire, deux grandes options s'offraient à lui: convaincre le chef du parti nationaliste Israel Beitenou, Avigdor Lieberman, de former une coalition avec la gauche soutenue de l'extérieur par les partis arabes, ou s'entendre avec M. Netanyahu. Après des semaines de tractations, de tergiversations, de circonvolutions, M. Lieberman a fermé la porte à cette option.

Comme Benjamin Netanyahu, Benny Gantz n'a pas réussi à former un gouvernement. / PHOTO AFP

Le président Rivlin peut désormais donner trois semaines aux députés de la Knesset, le Parlement israélien, pour lui proposer des noms d'élus susceptibles de réussir là où les deux grands chefs de parti ont échoué. M. Rivlin dit ouvertement vouloir éviter la tenue d'une troisième élection en un an.

À suivre

Affaire Epstein : le prince Andrew dans la tourmente. *Le prince Andrew, embourbé dans une polémique sans fin sur l'affaire Epstein et répudié par nombre d'entreprises et universités avec lesquelles il collaborait, a annoncé hier "mettre fin à ses engagements publics", dans une des pires crises qui secoue la famille royale britannique depuis des décennies. Le duc d'York fait la Une des journaux depuis une longue et calamiteuse interview télévisée sur ses relations avec le financier américain Jeffrey Epstein, qui était accusé d'avoir exploité sexuellement des jeunes filles mineures des années durant et s'est suicidé en prison. Le prince s'est vu notamment reprocher de ne pas avoir pris ses distances avec lui, et de ne pas avoir exprimé d'empathie pour les victimes présumées.*

ATTAQUE DU THALYS

Le parquet demande un procès

Le parquet national antiterroriste (PNAT) a requis un procès aux assises pour Ayoub El Khazzani, le tireur de l'attaque déjouée à bord d'un train Thalys Amsterdam-Paris à l'été 2015, et trois autres potentiels complices. Dans son réquisitoire définitif, le parquet demande le renvoi d'Ayoub El Khazzani, 30 ans, pour "tentative d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste", "association de malfaiteurs terroriste" et "port et détention d'armes de catégorie A et B".

955100
les opticiens à domicile
by Jérôme Marczak
7 jours sur 7 de 8H à 20H
Devis et déplacements gratuits
Deuxième paire à partir de 1 €*
Tests et vérifications d'usage
Gestion administrative et mutuelle
www.jmod.fr
Giorgio Valobra
Bouches-du-Rhône
06 99 99 52 53
giorgio.valobra@jmod.fr
Delphine Raluy
Vaucluse
06 34 49 18 25
delphine.raluy@jmod.fr